

PRISE EN CHARGE DES CANCÉREUX

Les solutions du gouvernement

Une prise en charge meilleure des malades du cancer, notamment en termes de remboursement par la Sécurité sociale et acquisition des équipements de radiothérapie. C'est ce que le gouvernement veut, semble-t-il, assurer sur le court terme, tout en boostant la création de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques.

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Accusés d'inaction, de passivité face à la détresse des malades du cancer, notamment ceux de l'intérieur du pays, les pouvoirs publics décident enfin de réagir, d'agir. Un Conseil interministériel (CIM) consacré à la pathologie du cancer s'est tenu, mardi dernier, au siège de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) sous la présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et a regroupé les ministres de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, des Finances, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale et de la Famille. Plusieurs mesures dont le suivi sera mensuel ont été prises par le gouvernement pour une prise en charge des cancéreux voulue davantage meilleure et facilitée notamment en matière de remboursement par la Sécurité sociale, acquisition des équipements de radiothérapie.

Des médicaments de chimiothérapie remboursables

Ainsi, les malades pourront se traiter en ambulatoire et n'auront plus à se déplacer à la PCH pour se pourvoir en certains médicaments de chimiothérapie et dont la dispensation dans les officines a été renforcée. Il s'agit essentiellement de certaines formes sèches de médicaments anticancéreux et d'anti-douleurs

(antalgiques) qui seront remboursées par les caisses de Sécurité sociale, au titre des assurés sociaux et de leurs ayants droit. C'est ce que le CIM a décidé, a indiqué le ministre de la Santé, Abdelaziz Ziari, à certains organes de presse, en rappelant que «l'Etat prend en charge toutes les pathologies».

Voire, le gouvernement invite le secteur de la santé à élaborer une nomenclature restreinte des médicaments essentiels qui doivent être disponibles de manière permanente au niveau de l'ensemble des structures hospitalières publiques. Soit, l'on confirme l'obligation à la PCH de contracter des marchés en gré à gré simple avec les établissements publics de santé.

L'acquisition des équipements de radiothérapie facilitée

Outre la question du remboursement, le gouvernement Sellal entend également améliorer les conditions de réalisation de centres anticancer et d'acquisition des équipements de radiothérapie. Et cela dans la mesure où moins du tiers des cancéreux ont seulement accès à la radiothérapie après une longue attente. Dans ce but, l'on compte lever les contraintes liées aux procédures réglementaires en matière de passation de marchés publics. En ce sens, le CIM a décidé qu'«une action va être engagée en direction de deux



Photo : Samir Sid

Des centres anticancéreux seront réalisés.

fabricants d'accélérateurs pour assurer une présence en Algérie notamment en matière de maintenance à tous les niveaux, afin de veiller au fonctionnement permanent des équipements».

En d'autres termes, le gouvernement lance tacitement une consultation restreinte aux deux équipementiers Varian Medical Systems (Etats-Unis) et Elekta (Suède) en matière d'acquisition et maintenance des équipements de radiothérapie. L'objectif étant d'«améliorer en profondeur, dans un délai n'excédant pas le premier semestre 2013», l'offre de soins en matière de radiothérapie. C'est ce que le ministre relève en rappelant qu'actuellement, il n'existe que 7 radiothérapies et que les besoins réels en Algérie sont de l'ordre de 78. Comme Abdelaziz Ziari a noté que le CIM a

donné des instructions pour doter, «dans les plus brefs délais», les établissements hospitaliers publics de ce type de matériel.

La création de l'Agence nationale boostée

Outre l'amélioration des conditions de prise en charge des cancéreux, ce CIM a été également l'occasion de satisfaire à une revendication récurrente des professionnels de la santé et de l'industrie pharmaceutique. Il s'agit de la mise en place de l'Agence nationale des produits pharmaceutique, longtemps attendue par l'équipe gouvernementale précédente. Ainsi, le ministère de la Santé, annonce Abdelaziz Ziari, «est en train de finaliser» le décret exécutif relatif à la création de cette agence.

C. B.

VENTE DES MÉDICAMENTS ANTICANCÉREUX EN PHARMACIE

La liste reste à arrêter

Après la décision prise de commercialiser les formes sèches des médicaments anticancéreux et de les faire rembourser par la Sécurité sociale, la liste des médicaments concernés doit être arrêtée. Leur remboursement se fera au même titre que ceux prescrits pour les autres maladies chroniques.

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** La liste des médicaments n'a pas encore été arrêtée. Toutes les formes sèches seront-elles concernées quel que soit leur prix ? Le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) explique

que tous les médicaments anticancéreux ne sont pas forcément très chers.

M. Cherif Dellih, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Chaîne III dans le cadre de «l'Invité de la rédaction», a estimé que la procédure qui sera appliquée aux médicaments pour le traitement du cancer est la même que celle qui concerne d'autres maladies chroniques. La Sécurité sociale devrait les rembourser puisque la prise en charge des cancéreux est totale.

Une trentaine de médicaments devraient donc être vendus en officine avec comme objectif premier, diminuer le nomadisme des malades. Interrogé au sujet du coût des traitements, le D'

Dellih a répondu que cela dépendait de la nature de la pathologie.

Pour un cancer du sein, les médicaments peuvent atteindre un coût de 300 000 dinars la cure contre 7 millions de dinars pour d'autres types de cancer.

Le directeur de la PCH a fait savoir que l'enveloppe allouée aux médicaments anticancéreux est passée de 8 milliards de dinars à 20 milliards de dinars après la décision du conseil interministériel prise en novembre dernier et qui avait permis à la PCH de constituer des stocks pouvant couvrir jusqu'à six mois de traitement.

Il reconnaît qu'avant cette date, la PCH n'était plus en mesure de se faire approvisionner puisque ses créances auprès des fournisseurs étaient importantes avec pas moins de 10 milliards de dinars auprès des fournisseurs locaux. La décision d'octroyer, en novembre 2011, une enveloppe de 30 milliards de dinars a été une véritable bouffée d'oxygène pour la PCH.

Le second conseil interministériel tenu lundi a également pris des mesures à même de faciliter les procédures et apporter une autre bouffée d'oxygène à la PCH avec le gel de la dette qui va permettre de sécuriser les approvisionnements et la possibilité donnée aux hôpitaux de s'approvisionner grâce au gré à gré sans passer par les avis d'appels d'offres, une procédure jugée contraignante.

N. I.

PERMANENCES DURANT LA FÊTE DE L'AÏD EL ADHA

614 commerçants ont reçu des questionnaires

Parmi les 14 700 commerçants concernés par les permanences durant les fêtes de l'Aïd El Adha à travers le pays, 614 ne se sont pas soumis à cette obligation et ont reçu des questionnaires.

Les 614 commerçants qui n'ont pas assuré le service public minimum durant les deux jours de l'Aïd viennent de recevoir un questionnaire des directions du commerce de wilaya pour s'expliquer sur les raisons de leur insoumission à l'obligation qui leur a été faite d'assurer la permanence. C'est ce qu'a fait savoir M. Tifour, chargé de

la communication au ministère du Commerce, contacté hier.

Pour ceux qui n'ont pas fourni de raisons valables, des sanctions ont été prononcées, à l'exemple d'une douzaine de commerçants à Annaba, dont le wali, une fois saisi par les services de la Direction du commerce, a procédé à la fermeture de leurs locaux pour une période d'un mois.

Les commerçants réfractaires à la loi en vigueur les obligeant à assurer un service public minimum durant les jours fériés et de fêtes nationales auront également à répondre de leurs actes devant la justice. «D'ici dimanche prochain,

nous aurons la liste de tous les commerçants qui n'ont pas de raisons valables à avancer par rapport au questionnaire, et qui nous sera transmise par nos directions de lutte contre la fraude et de contrôle de la qualité.

Même si les 614 commerçants concernés par le questionnaire ne représentent que 5% de ceux qui étaient concernés par le service minimum, nous allons quand même engager les procédures administratives et légales qui s'imposent.

Si leurs arguments ne sont pas convaincants, les walis procéderont à la fermeture administrative d'un mois», dira M. Tifour.

M. M.

**LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE RASSURE : «Le dialogue ne s'arrêtera pas avec les syndicats»**

Le ministre de l'Education nationale ne compte pas rompre le dialogue avec le partenaire social.

Abdellatif Baba Ahmed, ministre de l'Education nationale, qui inaugurerait hier l'exposition de mémoire et réalisations du secteur de l'éducation, à l'occasion de la célébration du cinquantième de l'Indépendance, a indiqué que les réunions de concertation avec les différents syndicats du secteur se poursuivront.

De quoi rassurer les syndicats qui menacent déjà de recourir à des actions de protestation si le nouveau ministre n'entame pas des négociations avec le partenaire social, dans le but de répondre aux préoccupations des travailleurs du secteur, notamment concernant le statut particulier promulgué en juin dernier et critiqué par la corporation.

Par ailleurs, le ministre de l'Education nationale a relevé que les infrastructures existantes, 25 000 établissements dont 2 000 lycées, sont suffisantes pour accueillir les élèves.

Le ministre a également souligné que 81% des établissements sont équipés de cantines scolaires. Le reste est en cours de réalisation.

S. A.